EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE D'AIX- MARSEILLE-PROVENCE-METROPOLE

Séance du 15 décembre 2016

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 27 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Gérard BRAMOULLÉ - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Eric LE DISSES - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Guy TEISSIER - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ - Eric DIARD - Daniel GAGNON - Roland GIBERTI - Richard MALLIE - Danielle MILON - Pascal MONTECOT.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URB 002-1220/16/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée

MET 16/2068/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence considère que la production de foncier économique constitue un enjeu majeur pour son développement.

Ainsi, par délibération du 3 juillet 2015, Marseille Provence Métropole substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste et transversale et acté que le confortement d'activités productives et logistiques sur la ville centre notamment, est une priorité.

De même un plan d'action foncière a été lancé pour définir un cadre commun d'actions s'appuyant sur le partenariat existant avec l'Etablissement Public Foncier PACA et le renouvellement récent de la ZAD façade maritime Nord.

Signé le 15 Décembre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2017

Le plan d'action foncière vise à identifier les sites stratégiques et préconise des outils fonciers afin d'accompagner le développement du territoire et insuffler une vision pré opérationnelle à la stratégie foncière.

L'opération d'intérêt national Euroméditerranée constitue également un vecteur fondamental du développement de la Métropole. Depuis 2011 une convention a lié la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA pour leur action foncière dans le périmètre de l'opération avec une enveloppe financière de 80 millions d'euros aujourd'hui totalement utilisée.

Cette action foncière doit être poursuivie par les mêmes partenaires sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée avec une action différenciée selon les secteurs opérationnels (ZAC littorale, parc Bougainville, secteur Sud), ou de veille (solde du périmètre et notamment phase 2 de l'extension).

C'est l'objet de la présente convention, qui se substituant à la convention précitée, consacre pour une durée de 6 ans un engagement financier de 90 millions d'euros, décrit la démarche et les moyens d'intervention des partenaires ainsi que leurs engagements respectifs de rachat des biens acquis et portés par l'Etablissement Public Foncier compte tenu des secteurs concernés.

Un dispositif de suivi de la convention et de ses actions est mis en place (comité de pilotage et groupe technique) et les conditions de gestion des biens acquis et portés par l'Etablissement Public Foncier définis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 décembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Signé le 15 Décembre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 11 Janvier 2017

- Que la production de foncier économique constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que la présente convention par son apport financier et la convergence des partenaires qu'elle apporte en constitue un instrument privilégié.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière, ci-annexée, sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée, ci-annexée, conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier PACA, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et la Ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Stratégie et Aménagement du Territoire,
SCOT et Schémas d'urbanisme

Henri PONS